[NOUVELLES DU MONDE]

DIOGO FAIA FAGUNDES : *CONJONCTURE BRESILIENNE - ENJEUX POUR LA RENAISSANCE D'UNE POLITIQUE COMMUNISTE*

Le **dénouement surprenant des élections brésiliennes** retient l'attention de nombreuses personnes à travers le monde. Comment Lula a-t-il réussi à renverser la tendance d'une élection qui semblait perdue d'avance ? Après tout, le résultat du premier tour, qui s'est achevé le 4 octobre 2026, avait été désastreux : non seulement Flávio Bolsonaro, candidat incarnant la continuité de l'héritage de son père, Jair Bolsonaro, était arrivé en tête (avec 47,03% des voix, tandis que Lula n'avait obtenu que 45,16%), ce qui exigeait de Lula un revirement sans précédent dans l'histoire électorale brésilienne, mais aussi parce que les autres candidats importants, totalisant 7,58%, étaient tous de centre-droit ou d'extrême droite. La logique laissait présager une victoire facile de Flávio Bolsonaro au second tour. Le résultat, le 25 octobre 2026, fut surprenant : Lula l'emporta par 51,79% contre 48,21%, enregistrant une progression incroyable de 10 376 694 voix supplémentaires par rapport au premier tour.

Un tel revirement, allant à contre-courant de l'air du temps (Gustavo Petro avait perdu en Colombie, tout comme Gabriel Boric au Chili), ainsi qu'à l'encontre des intérêts tant des États-Unis de Donald Trump que des géants de la tech — il existe des soupçons tout à fait fondés de manipulation de l'algorithme des réseaux sociaux au profit de candidatures d'extrême droite —, a conduit de nombreux observateurs internationaux à estimer que la gauche avait enfin trouvé la formule idéale pour lutter électoralement contre la menace des forces à tendance fascisante. En France, en Espagne et dans le reste de l'Amérique latine, on cherche déjà à **reproduire le modèle de mobilisation numérique** – piloté par le député fédéral André Janones – qui a fait ses preuves au Brésil. Au milieu de cette euphorie, il convient de procéder à une évaluation non seulement des élections, mais aussi de ce qu'elles signifient pour le travail de réflexion que nous menons depuis 2024, au fil des numéros de la revue.

1

La campagne électorale a reflété **le même dilemme** qu'en 2022, tel qu'analysé dans le deuxième numéro de la revue [1] : un affrontement entre l'esprit de la Nouvelle République (une modernisation de la société brésilienne autour de valeurs progressistes, démocratiques et socialement inclusives), cristallisé dans la Constitution de 1988, et la force politique d'extrême-droite déterminée à détruire cet ordre politico-étatique. Nous avions alors qualifié cela de « *deux singularités brésiliennes* » :

- d'un côté, le camp démocratique et populaire, né de la lutte contre la dictature militaire ;
- de l'autre, le nouveau fascisme brésilien, né des grandes mobilisations de masse contre les gouvernements menés par le Parti des travailleurs (PT) au milieu de la décennie dernière.

Le PT, comme nous l'avions analysé, avait abandonné depuis longtemps son objectif stratégique initial (la construction du socialisme par des voies démocratiques à travers des réformes visant à lutter contre les grands propriétaires terriens, l'impérialisme et les monopoles), au fil d'une **série de revirements successifs** : d'abord en tant que force de contention face au néolibéralisme dans les années 1990, puis en tant que force de lutte contre la faim et l'extrême pauvreté dans les années 2000, pour devenir aujourd'hui **une simple force antifasciste**, mobilisant le soutien de tous les secteurs démocratiques possibles (y compris néolibéraux) afin d'endiguer la vague de désintégration nationale : le troisième gouvernement Lula, qui a débuté en 2023, n'a en effet été qu'un simple rempart, sans présenter **aucune vision d'avenir alternative** hormis une gestion plus progressiste du capitalisme brésilien, en rétablissant les politiques sociales et en reconstruisant l'État après des années de dévastation bolsonariste. Lula n'a aspiré à rien d'autre qu'à **la nostalgie du bon vieux temps** : il s'agissait d'un gouvernement insipide,

[1] https://longues-marches.fr/wp-content/uploads/2025/09/2-F-Fagundes.pdf

qui a éprouvé d'immenses difficultés à reproduire cette période de mobilité sociale sans précédent et de pacification politique qui lui avait valu une immense popularité dans les années 2000.

Le gouvernement affiche un taux de désapprobation élevé (environ 40% selon le sondage Datafolha des 6 et 7 octobre), tout comme Lula (environ 49%), ce qui rendait peu crédible l'espoir d'une victoire de Lula au premier tour, comme l'avaient proclamé de nombreux acteurs de la gauche brésilienne. Le résultat du premier tour a confirmé que le « bolsonarisme » n'était pas un phénomène ponctuel et électoral, mais **une force d'une ampleur historique** : même après l'incarcération de Jair Bolsonaro, en raison de ses tentatives de coup d'État, il continue de façonner l'identité politique de dizaines de millions de personnes.

> L'arrestation du chef de file du clan a peut-être tempéré les ardeurs « révolutionnaires » de la foule, mais elle a attisé le désir de revanche de ses partisans, dirigé contre les plus hautes instances du pouvoir judiciaire – la Cour suprême fédérale –, considérée comme le grand méchant national. Ce phénomène a été favorisé par le fait que l'une des grandes figures de la lutte contre le putschisme de Bolsonaro, le ministre Alexandre de Moraes, chargé des enquêtes sur les tentatives d'insurrection et divers autres crimes du bolsonarisme, salué par le camp progressiste comme le garant du maintien des institutions brésiliennes, même au prix d'un excès d'activisme judiciaire et d'un excès de pouvoir, s'est retrouvé impliqué dans un scandale de corruption mettant en scène un banquier parvenu, Daniel Vorcaro, qui s'est fait connaître à l'échelle nationale pour avoir étendu ses tentacules à presque tout l'État brésilien – le fait que ce banquier ait également entretenu des relations étroites avec Flávio Bolsonaro, notamment par le biais d'un versement de plusieurs millions (censé financer un film sur son père, mais sans aucune preuve quant à la destination de cet argent), n'a pas atténué l'effet néfaste, pour la campagne de Lula, de **l'association entre le plus grand ennemi de Bolsonaro et la corruption**.

Malgré tout, le résultat du premier tour a été un véritable choc pour tous ceux qui se soucient de la poursuite de la lutte contre le bolsonarisme : outre la surprise de voir Flávio obtenir plus de voix que Lula, le parti de Bolsonaro, le Parti libéral (PL), a été le grand vainqueur au Parlement, battant tous les records : 121 députés (du jamais vu dans la Nouvelle République) et 19 des 54 sièges en jeu au Sénat, ce qui a permis à la droite de totaliser 49 des 81 sièges de cette chambre législative. Ainsi, si Flávio avait remporté l'élection, il aurait été en mesure non seulement de mener à bien des réformes constitutionnelles (ce qu'il a annoncé dès l'issue du premier tour), mais aussi de destituer, par la voie de la procédure de destitution, les membres hostiles de la Cour suprême (STF). De plus, il aurait eu le pouvoir de nommer quatre juges à cette Cour dont les sièges seront vacants au cours des quatre prochaines années. Outre cette victoire écrasante au sein du pouvoir législatif, la grande majorité des gouvernements des États (en particulier ceux des États les plus riches du pays) est entre les mains d'alliés du bolsonarisme, à l'exception d'États importants du Nord-Est (la région la plus pauvre du pays, où Lula est le plus apprécié), seule région où la gauche dispose encore d'une force suffisante pour remporter des élections au scrutin majoritaire.

Cette perspective d'une large majorité capable de **transformer en profondeur l'État brésilien** a suscité un sentiment de désespoir chez tous ceux qui rejettent le bolsonarisme : un groupe plus nombreux, heureusement, que ceux qui éprouvent de la répulsion envers le PT et Lula. Le « centrão » lui-même (groupe composé des partis les plus traditionnels dans le maintien physiologique de l'État) a pris peur, car il avait été balayé par le PL, ce qui avait considérablement réduit sa taille. Ce sentiment a été renforcé par le fait que les principaux vainqueurs des élections législatives sont des partisans fanatiques et disqualifiés de Bolsonaro, dont le « travail » politique se résume à réaliser de courtes vidéos sensationnalistes destinées à être diffusées sur les réseaux sociaux, afin de semer la panique morale contre la gauche : c'est le cas tant de Nikolas Ferreira (député fédéral ayant obtenu le plus grand nombre de voix de l'histoire du Brésil) que de Lucas Pavanato, tous deux membres du PL et ayant recueilli plus de trois millions de voix chacun.

Le destin qui s'annonçait était tragique : Lula, l'une des plus grandes figures politiques de l'histoire du Brésil, allait perdre face à un mafieux sans aucune biographie. Si son père, Jair, avait le charisme de « l'homme authentique », qui tient des propos grossiers contre le « politiquement correct », Flávio est **un véritable vide**, qui ne repose que sur la popularité de son père : son parcours politique, entièrement porté par la force du patriarche du clan (qui a lancé tous ses fils en politique dès leur plus jeune âge), comporte, outre l'absence de tout travail législatif significatif, que ce soit en tant que député régional à Rio de Janeiro ou en tant que sénateur, une glorification constante des **milices** (groupes paramilitaires, composés de policiers corrompus, qui contrôlent des régions de Rio de Janeiro, imposant leur « protection » et leurs services aux communautés par le biais de l'extorsion), des **groupes d'extermination** (il

est même allé jusqu'à employer dans son cabinet des proches de l'un des tueurs les plus connus de Rio de Janeiro, tout en défendant des policiers meurtriers alors même qu'il était sénateur) et le **trafic de drogue** (certains de ses alliés à Rio de Janeiro, État totalement rongé par la criminalité, ont été arrêtés pour leur implication au sein du *Comando Vermelho*, l'une des plus grandes factions du pays). Cette histoire comprend également d'innombrables cas de **corruption**, allant de l'achat de demeures avec de l'argent liquide à des soupçons de **blanchiment d'argent** par le biais d'une société fantôme avec l'un des impliqués dans le scandale qui a détourné les fonds de l'organisme chargé de gérer et d'octroyer les prestations de la Sécurité sociale.

Lula perdrait ainsi face à un gangster politique, simple marionnette au service d'intérêts supérieurs. Lesquels ?

- Tout d'abord, ceux de Donald Trump, à qui il avait promis de **livrer sur un plateau nos abondantes ressources naturelles**, en particulier nos terres rares (le Brésil possède la deuxième plus grande réserve au monde), en prenant le parti des États-Unis dans la lutte contre la Chine (qui domine largement le marché). Son frère, Eduardo Bolsonaro, s'est « exilé » aux États-Unis et a fait pression en faveur de sanctions et de droits de douane contre le Brésil. Une autre initiative dans ce sens consistait à envisager de qualifier le crime organisé brésilien de terrorisme international afin de justifier une intervention américaine sur notre territoire. Ainsi, son élection représentait un risque réel de voir le Brésil se transformer en une simple néo-colonie soumise à l'impérialisme le plus direct et le plus brutal qui soit : comme nous l'avons analysé dans le numéro 7 de la revue (en février 2026) [2], Trump a actualisé la doctrine Monroe, allant jusqu'à envahir le Venezuela et à kidnapper son président.
- De plus, il est **à la solde tant des marchés financiers** (son programme économique, qu'il a dissimulé tout au long de la campagne électorale, s'inspire de Jair Milei, le président « anarcho-capitaliste » de l'Argentine) que des secteurs les plus « lumpen » du capitalisme brésilien (l'agro-industrie avide de dévastation environnementale, l'exploitation minière et l'extractivisme agressif) que d'Israël (Benjamin Netanyahu est même allé jusqu'à le soutenir publiquement), considéré comme un symbole religieux par d'innombrables groupes évangéliques gravitant autour de Bolsonaro, ce qui compromettrait totalement notre politique étrangère et même le caractère laïc de notre État.

Le risque de voir se produire une sorte de **suicide national par les urnes** était donc grand.

Le résultat du premier tour annonçait donc la possibilité de **la fin d'un cycle** non seulement au Brésil (qui avait débuté dans les derniers soubresauts de la dictature militaire, à partir de la fin des années 1970), mais aussi pour l'ensemble de la gauche latino-américaine (selon le diagnostic publié dans le numéro 7 de la revue) : la « vague rouge » des gouvernements réformistes cédait la place à une droite aux traits plus fascistes. Le Brésil était **le joyau de la couronne**, la dernière et la plus importante pièce de domino qui restait à tomber. Ce qui s'annonçait, c'était **une fin mélancolique**, couronnée par une campagne terriblement dépolitisée, fondée uniquement sur la défense de l'héritage du dernier gouvernement, mal évalué et sans grandes réalisations. Une telle issue confirmait l'idée que nous avions avancée selon laquelle la simple gestion « moins pire » du néolibéralisme n'offre aucune issue à l'impasse de la « fascisation » des démocraties actuelles, un tableau général de notre époque qui se concentre au **Brésil**, en tant que **métonymie mondiale**.

2

Après le premier tour, **un phénomène impressionnant** s'est produit : un soulèvement civique de foules a envahi les rues non seulement des grandes métropoles, mais aussi des villes moyennes et petites. Cette situation a été déclenchée avant tout par le désespoir face à une menace : le retour du clan Bolsonaro au pouvoir, ce qui aurait entraîné l'amnistie des putschistes, y compris celle de Jair. Cette **mobilisation frénétique** (on a beaucoup parlé de « psychose politique » pour désigner cet état d'esprit) s'est accompagnée d'un travail sur les réseaux sociaux coordonné par André Janones, un député fédéral habile dans l'utilisation de cet outil : quiconque rejoignait l'« armée de Lula » (un immense groupe WhatsApp regroupant dix millions de personnes) se voyait proposer des messages audio enflammés, empreints d'un ton d'urgence permanente, indiquant des tâches et des actions collectives visant à contourner l'algorithme des réseaux sociaux et, ainsi, à obtenir un volume de trafic supérieur à celui de l'adversaire sur son principal champ de bataille – ce qui, de fait, s'est produit.

[2] https://longues-marches.fr/wp-content/uploads/2026/02/7-F-Fagundes.pdf

On ne saurait sous-estimer l'ampleur de cet exploit : il s'agissait d'une sorte de « *Diretas Já* » (mouvement civique, entre 1983 et 1984, en faveur d'élections directes contre la transition contrôlée par la dictature militaire) plus « rouge », car guidée par la figure de Lula et les symboles du PT. Il convient de souligner que ces mobilisations, lancées par des étudiants, ont fait preuve d'un **haut degré de spontanéité** : personne n'a attendu de directives de la part du PT ou d'autres partis de gauche, qui se sont simplement rangés derrière la mobilisation populaire. Des millions de personnes, dont beaucoup n'avaient jamais participé à la vie politique de leur vie, sont descendues dans la rue avec une vigueur qui a surpris tout le monde.

Bien que le déclenchement de ce mouvement ait été le **fruit du désespoir** et de l'angoisse, ce tourbillon s'est également nourri de **la confiance** en une victoire électorale jugée improbable par tous les analystes, ainsi que d'un sentiment de combativité contre ce qu'il y a de pire dans notre société. Ne nous y trompons pas : **il ne s'agissait pas d'une force révolutionnaire**, comme l'ont affirmé certains esprits les plus exaltés, puisque les formes de conscience et les mots d'ordre s'inscrivaient avant tout dans le cadre de la démocratie électorale. Cependant, ce bouillonnement s'est cristallisé autour de causes claires, lui conférant un caractère politisé : **la défense de la souveraineté nationale** contre la servilité envers les États-Unis ; **la défense des droits du travail** contre les propositions de flexibilisation inspirées du gouvernement Milei (comme dans le cas du travail rémunéré à l'heure) ; **la défense des services publics**, tels que le Système unique de santé, grande conquête de la Constitution de 1988, menacé par l'annonce d'un ministre de la Santé partisan de la privatisation de la part de la campagne de Flávio ; **la défense des politiques sociales**, menacées par une coupe radicale (un « *tesouraço* » [3]) également à la manière argentine.

Cet apport de fraîcheur juvénile et populaire dans une campagne jusque-là léthargique a été le secret du revirement. Dès lors, Lula a changé de cap et s'est mis à l'écoute de la rue, abandonnant la simple défense du passé au profit d'une attitude plus affirmée. Auparavant, il avait déjà interdit, par le biais d'une mesure provisoire (une norme qui ne fait pas l'objet d'un vote au Parlement), les « bets », c'est-à-dire les sites de paris en ligne qui avaient provoqué une véritable épidémie de dépendance dans tout le pays, détruisant des familles et poussant des personnes au suicide, tout en servant au blanchiment d'argent issu du crime organisé. Au cœur de la campagne pour le second tour, il a réussi à faire adopter au Sénat la suppression du rythme 6x1 (six jours de travail et un de repos), ce qui a constitué **une véritable victoire populaire**, issue d'une lutte organisée par un mouvement engagé en faveur de la réduction du temps de travail. Il a également proposé la **gratuité des transports en commun le week-end**, permettant ainsi à tous les Brésiliens de se déplacer gratuitement les jours de repos. Comme Flávio Bolsonaro, représentant des milieux patronaux les plus réactionnaires, s'opposait à tous ces chevaux de bataille, il s'est retrouvé acculé face à cette initiative politique venue de la gauche.

La réélection de Lula, assurée par plus de quatre millions de voix d'écart et par des victoires même dans des bastions traditionnels du bolsonarisme (comme la ville de Rio de Janeiro), a conduit à la fuite de Flávio Bolsonaro aux États-Unis, dans le cadre d'un complot certainement orchestré en collaboration avec les autorités américaines. Au Brésil, sans l'immunité parlementaire, il aurait eu de fortes chances d'être arrêté, puisqu'il est impliqué dans une série de magouilles – son père, lorsqu'il était président, est même intervenu auprès de la Police fédérale pour que son fils reste impuni. En plus de s'enfuir, il n'a pas reconnu le résultat des urnes, sans présenter la moindre preuve de fraude, ce en quoi il n'a pas été suivi par son parti, peu enclin à une nouvelle tentative de coup d'État susceptible de mettre en danger la sécurité de ses parlementaires et gouverneurs.

Qu'adviendra-t-il désormais de cette énergie populaire ? Après la fête, cette immense « armée de Lula » rentrera-t-elle chez elle et assistera-t-elle aux compromis du gouvernement élu avec le marché et le Parlement ? Il est évident que les structures partisanes traditionnelles ne disposent pas des moyens de canaliser un tel mouvement vers des fins organisationnelles et militantes durables : le risque majeur est que cette force se dissipe. Il est toutefois possible que Lula, face à un rapport de forces plus défavorable sur le plan institutionnel, fasse appel à ce pouvoir collectif pour mettre les institutions au pied du mur s'il ne parvient pas à faire adopter ses projets de loi.

Quoi qu'il en soit, **une contradiction s'impose** : comment le gouvernement Lula ne trahira-t-il pas le sentiment de la rue ? Après tout, son élection a été rendue possible par **la baisse de l'abstention**, due, entre autres, au vote massif des personnes âgées effrayées par les coupes dans les retraites et les dépenses de santé prévues par Flávio. Or, le consensus macroéconomique prôné par les apôtres du capitalisme brésilien estime nécessaire un ajustement budgétaire de grande ampleur, incluant une nouvelle réforme

[3] « Grosse paire de ciseaux »

des retraites, afin de réduire la trajectoire ascendante de la dette publique et de permettre le retour des excédents primaires, ce qui ne serait possible qu'avec la suppression des seuils (fixés par la Constitution) en matière de dépenses de santé et d'éducation, ainsi que par la suppression de l'indexation des dépenses de retraite sur le salaire minimum, qui a recommencé à augmenter en termes réels après l'arrivée de Lula.

Le spectre d'une fraude électorale hante le pays, car c'est exactement ce qui s'est produit après les élections de 2014 : Dilma a été réélue en s'opposant aux coupes budgétaires promises par son adversaire, mais dès son arrivée au pouvoir, elle a adopté le programme rejeté par les urnes, ce qui a été déterminant dans l'effondrement de sa popularité, provoqué par le sentiment de trahison de sa base sociale et par la récession engendrée par l'ajustement budgétaire, créant ainsi les conditions politiques propices au coup d'État de 2016. Lula courra-t-il le risque de répéter un tel désastre ? Pour compliquer encore le tableau, le cadre budgétaire adopté par le gouvernement Lula en 2023 entraînera un grave dysfonctionnement budgétaire si les seuils minimaux en matière de santé et d'éducation ne sont pas révisés. L'administration publique pourrait tout simplement cesser de fonctionner en 2027 si ce cadre budgétaire reste en vigueur.

On ne sait pas encore comment Lula gérera cette impasse. Il est suffisamment habile sur le plan politique pour savoir qu'il ne peut pas donner l'impression de trahir l'électorat, mais **il n'a jamais misé** non plus **sur la mobilisation populaire** comme méthode de gouvernance, préférant toujours, à la place, les accords de coulisses plus en phase avec son parcours syndicaliste.

Il convient toutefois de noter que le mandat de Lula IV n'a été rendu possible que grâce à **une conjonction exceptionnelle de facteurs** : une mobilisation sans précédent dans notre histoire, déclenchée par l'énorme rejet du bolsonarisme, alliée à l'immense portée du leadership populaire de Lula, lors de sa dernière bataille électorale, car n'importe quel autre candidat de gauche aurait probablement eu d'immenses difficultés à mener à bien un tel revirement. Il ne faut donc pas en conclure que l'on a trouvé la « formule magique » pour les élections contre l'extrême droite, qui se résumerait à un ensemble de recettes techniques numériques : non seulement le bolsonarisme continuera d'exister en tant que mouvement culturel et politique (puisqu'il dispose d'une immense capillarité sociale et de jeunes dirigeants qui viennent d'être élus avec un score record), mais le « front démocratique » (même si Lula a bénéficié de moins de soutiens de la part de personnalités politiques issues de la droite qu'en 2022, il s'agit toujours de la même coalition politique) est inévitablement instable, car elle empêche non seulement toute transformation du pays, mais compromet même les réalisations – telles que l'expansion rapide de l'enseignement public – et les avancées sociales qui ont caractérisé l'âge d'or du lulisme. Le pays ne connaîtra ni pacification sociale ni « fin de la polarisation » tant que ce mouvement bolsonariste restera en vie. Malgré la recherche d'un paradoxal « bolsonarisme modéré » de la part de la bourgeoisie (représentée notamment par le gouverneur de São Paulo, Tarcísio de Freitas), les agitateurs les plus populaires du camp bolsonariste continuent de mener campagne en faveur d'une « guerre spirituelle » dans le pays, en organisant des boycotts contre les magasins et les consommateurs qui ont voté pour Lula, tout en encourageant toutes sortes de haine sectaire, allant jusqu'à des assassinats politiques avant et après les élections.

3

Les élections de 2026 ont aggravé une tendance qui ne cesse de s'intensifier depuis au moins 2018 : **le rôle immense des réseaux sociaux** dans la formation des opinions, des humeurs et des dispositions subjectives de la population brésilienne. Des études montrent que le Brésil occupe la deuxième place dans le classement mondial du temps passé sur les écrans et les plateformes numériques, avec une moyenne de cinq heures par jour. Cette **dépendance issue du capitalisme algorithmique** repose sur la captation de l'attention au moyen de vidéos courtes et d'une compréhension immédiate, ce qui entraîne une **détérioration des capacités cognitives** (perte d'attention, de concentration, de mémoire et de capacité de réflexion) et favorise les contenus de mauvaise qualité, qui misent sur un divertissement sensationnaliste.

L'une des principales conséquences de cette véritable **arme de destruction massive de l'intelligence et de la sensibilité brésiliennes** (certaines études montrent également l'impact des réseaux sociaux sur la désensibilisation affective de l'utilisateur) **est la place de plus en plus prépondérante des « influenceurs numériques » en politique**. Les deux candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix lors des élections brésiliennes, tous deux partisans de Bolsonaro, ne sont pas des politiciens traditionnels,

mais des créateurs de contenu numérique qui n'abordent aucun sujet d'intérêt public pertinent, mais attirent leur public grâce à un humour moqueur et irrespectueux à l'égard de la gauche (caricaturée comme antichrétienne, adepte de l'amoralité et de la consommation de drogues), les universités publiques, les artistes et les minorités politiques (femmes, homosexuels, etc.). Sans aucune formation professionnelle préalable à leur carrière d'influenceurs politiques, ils s'appuient sur la panique morale pour obtenir des abonnés, des « likes », des voix et, bien sûr, de l'argent (grâce à la monétisation de leurs chaînes numériques). Ainsi, **un nouveau style de faire de la politique** s'impose dans le débat public et au Parlement : ces nouvelles figures ne se soucient plus d'agir en tant que politiciens professionnels préoccupés par les débats municipaux, régionaux ou nationaux, mais uniquement de produire du divertissement pour leur public, en renforçant ses convictions préexistantes, en consolidant des identités « idéologiques » rigides et en attisant la haine contre les groupes différents. Tandis que la droite mise sur la convention et la norme (renforcement des rôles traditionnels en matière de sexualité, de moralité, etc.), la gauche, dans un mouvement symétrique, produit elle aussi ses célébrités numériques autour de fans qui célèbrent les races, les genres, les sexualités, les religions et les modes de vie alternatifs, dans un processus qui s'autoalimente : la croissance de l'un des camps renforce celle de l'autre, selon **une logique mimétique de miroir**.

Cette logique, typique d'un **système autorégulé par des boucles de rétroaction**, non seulement conduit le pays à une division en ghettos identitaires hostiles, mais détruit également la notion même d'« espace public » : la lecture des journaux, des magazines et de la presse est devenue une activité obsolète et rare, car chaque individu ne consomme que le contenu « pré-mâché » provenant de l'influenceur qu'il choisit de suivre. Il en résulte la formation de **bulles épistémiques hermétiques**, chacune avec ses propres faits. La fragmentation de l'unité politique, inhérente aux démocraties capitalistes, s'accélère, car il n'y a même plus de médiation par les partis et les autorités collectives : il n'y a plus que l'influenceur et ses fans, selon une logique analogue à celle qui régit la relation des jeunes filles avec les divas de la pop ou celle des garçons avec les stars du rock et les sportifs, y compris les querelles visant à déterminer qui est la meilleure chanteuse ou le meilleur footballeur. **La politique réduite à un Cristiano Ronaldo contre Messi : tel est le destin de nos systèmes électoraux** pris en otage par le pouvoir des plateformes numériques.

Dans le même temps, **l'autopromotion** est encouragée : celui qui parvient le mieux à mettre en avant de fausses vertus, des caractéristiques exceptionnelles ou des exploits farfelus se démarque, ce qui explique **la culture du « coach »** si en vogue, véritable vivier d'escrocs et d'imposteurs de toutes sortes. Au-delà du culte de la personnalité, les réseaux sociaux favorisent un faux sentiment de participation politique, puisque les « likes » et l'engagement sur les publications d'autrui (par le biais de commentaires et de partages) simulent une forme de « militantisme » vécue par de simples clics confortables sur un écran, sans même avoir à sortir de sa chambre. La performance esthétique se substitue à l'effort acharné que représente l'organisation de réunions politiques. C'est pourquoi une question chère à la revue prend une dimension dramatique : **comment échapper au nihilisme** inhérent à cette dynamique ? Est-il possible de débattre d'idées (ce que Mao appelait la « *préparation idéologique de l'opinion* », indispensable à la révolution) sans se soumettre aux contraintes imposées par ces outils ? **L'aspect anthropologique du militantisme** prend donc des contours décisifs : quel type de militant voulons-nous former ? Une subjectivité communiste peut-elle se développer dans des milieux qui renforcent et récompensent l'individualisme narcissique, les querelles sectaires, la compétitivité agressive et belliqueuse ?

Cette série de questions est liée à l'une des nouveautés de ces élections : le succès de personnalités associées à **un communisme diffusé via Internet**. Comme nous l'avons déjà évoqué dès notre première contribution à la revue, dans son deuxième numéro, il existe **un nouveau champ discursif** formé par de jeunes communistes qui diffusent la théorie marxiste, l'histoire des expériences socialistes et l'apologie de la révolution sur Internet. Dans le numéro 7, nous avons évoqué tant la renaissance du national-développementalisme (inspiré de la Chine) que le « néo-stalinisme » en tant que tendances idéologiques susceptibles de galvaniser l'enthousiasme de la jeunesse brésilienne. Certains représentants de ces tendances ont été élus députés, notamment **Jones Manoel (un communiste noir**, originaire d'une favela de Pernambuco, qui s'est fait connaître après avoir défendu l'ouvrage de Domenico Losurdo sur Staline) et **Elias Jabbour, un intellectuel défenseur de la Chine**. Le « **webcommunisme** », qui a pris de l'ampleur sur Internet au Brésil à partir du milieu de la décennie dernière, est devenu une force institutionnelle. Cela n'a été possible que grâce à Internet : ces personnalités se construisent principalement à travers les réseaux sociaux et des débats (généralement contre des adversaires idéologiques issus de l'extrême-droite la plus caricaturale) diffusés sur YouTube. Ainsi, un nouveau type de **vote d'opinion** en faveur de personnalités au discours plus radical et idéologique est également un sous-produit du monde numérique.

Au-delà de ce symptôme intéressant (une identité communiste et révolutionnaire forte qui gagne de plus en plus en popularité), que pouvons-nous attendre de ce courant naissant ? Si, d'une part, il stimule la radicalisation idéologique salutaire de nombreux jeunes, d'autre part, **il nourrit des illusions** quant à la possibilité d'une révolution menée par la simple élection d'un candidat combatif. À peine les élections terminées, un mouvement s'est déjà levé sur les réseaux sociaux pour réclamer « Jones Manoel président en 2030 », sans qu'il n'y ait le moindre mouvement communiste organisé ni même un regroupement politique collectif et cohésif derrière cet individu. **L'individualisme des réseaux sociaux a donc un prix** : on abandonne le débat sur la stratégie à long terme au profit d'un espoir illusoire et salvateur dans une transformation radicale du capitalisme par le biais du vote en faveur d'individus idolâtrés.

L'intention de cette campagne est, bien évidemment, de créer un nouveau champ politique en prévision du déclin éventuel du PT lorsque celui-ci ne pourra plus compter sur Lula. Cette tentative de « dépassement » est toutefois bien plus entachée de vices que le PT d'origine, lorsque celui-ci se proposait de dépasser la gauche du passé (le mouvement travailliste et le communisme réformiste du PCB) par l'ascension de la lutte des classes cristallisée dans de nouvelles créations organisationnelles, telles que le Mouvement des sans-terre (MST) et la Centrale unique des travailleurs (CUT) à la fin de la dictature militaire. Le PT et Lula étaient les produits dérivés d'un grand mouvement ouvrier et populaire lancé à la fin des années 1970, qui politisait toutes les sphères de la société brésilienne. Rien de tout cela n'existe aujourd'hui.

Il faut également s'interroger sur le contenu politique réel de ce nouveau courant d'opinion publique. **Qu'entendent-ils par « communisme » ?** Il s'agit essentiellement d'une renaissance du nationalisme de la gauche brésilienne de la fin des années 1950 et du début des années 1960, à l'aube du coup d'État militaire. À l'époque, un mouvement à caractère national-populaire, axé sur le dépassement du sous-développement par la lutte contre l'impérialisme et le latifundisme, défendait des « réformes de fond » en vue de la révolution brésilienne. L'échec du gouvernement de João Goulart, renversé par un coup d'État militaire, a enterré ces espoirs.

Aujourd'hui, il existe différentes variantes de ce **retour à la centralité de la question nationale**, que ce soit dans sa version la plus radicale et rupturiste (c'est le cas de Jones Manoel, élu sous la bannière du PSOL, qui reprend à nouveau le thème de la révolution brésilienne par le biais de réformes fondamentales), ou dans la variante qui prône la nécessité d'un large accord pacifique avec toutes les forces développementalistes de la nation, à la recherche d'une improbable bourgeoisie nationale intéressée par la fin du néolibéralisme et de l'impérialisme (c'est le cas d'Elias Jabbour, du PCdoB [4], allié traditionnel du PT). Dans aucun de ces cas, on ne voit clairement comment cette stratégie pourrait être mise en œuvre au-delà des déclarations d'intention : si, à l'époque précédant le coup d'État, il existait un PCB fort et ancré dans la société et le peuple, ainsi qu'un puissant mouvement nationaliste – et pourtant cela n'a pas suffi à empêcher la contre-révolution préventive par la force des armes, comme l'avaient prédit les détracteurs de cette stratégie –, nous ne disposons aujourd'hui d'aucune structure ayant ne serait-ce qu'une infime partie de cette envergure.

Il semble qu'à une époque où l'avenir est bloqué, nous préférions nous accrocher à **la nostalgie de solutions qui n'ont même pas été victorieuses** à l'époque où, en réalité, elles mobilisaient des forces vivantes : c'est le cas analogue du **mythe éternel du Front populaire français**. L'ironie, c'est que le PT est justement né en critiquant cette gauche nationale-populaire en raison de ses **croyances illusoires en une bourgeoisie nationale dotée d'un potentiel révolutionnaire**. Autrement dit, ce qui était hier déclaré obsolète et insuffisant est aujourd'hui la promesse d'un avenir… Pour compliquer les choses, la logique des réseaux sociaux rend tout plus individualiste et chaotique, faisant naître l'espoir qu'une simple campagne électorale autour de figures exceptionnelles « sauvera » le Brésil. Tout cela nous conduit à la question théorique suivante : **comment distinguer une nostalgie** pour quelque chose qui a échoué (mais qui aurait pu être différent…) **d'une réappropriation positive** des possibilités émancipatrices ensevelies sous les décombres du recouvrement historique ? Après tout, cette période de l'histoire brésilienne a bel et bien comporté des initiatives et des actions qui méritent d'être ravivées.

Cette froideur critique ne doit toutefois pas nous faire perdre de vue le fait que la circulation des idées communistes, grâce à la popularité de ces personnalités parlementaires influentes, ouvre de **nouvelles possibilités à la politisation** des masses, en particulier de la jeunesse. Quelle est la meilleure façon de tirer parti de cette opportunité, tout en conservant une distance critique vis-à-vis des aspects négatifs mentionnés ci-dessus ? Une question qui reste ouverte.

---

[4] Parti communiste du Brésil

4

On a l'impression que le véritable bilan de l'expérience du PT est occulté par ces tentatives visant à le dépasser par de nouveaux leaders électoraux : l'échec (encore un !) du « socialisme démocratique ». Jamais une force aux prétentions révolutionnaires et anticapitalistes n'a réussi à organiser une rupture quelconque contre les déterminants qui régissent le mode de production capitaliste par la voie électorale. Le résultat final de ces tentatives a oscillé entre deux pôles : **l'adaptation institutionnelle** (la voie classique de la social-démocratie) ou **la défaite sanglante** par un coup d'État militaire, dont l'exemple le plus emblématique est le Chili de Salvador Allende.

D'une certaine manière, ce retour de Lula sur la scène politique, après sa sortie de prison afin de devenir le rempart contre le fascisme bolsonariste, a entravé le processus nécessaire pour surmonter le deuil, en **ressuscitant d'anciennes illusions** quant à une revitalisation de la gauche par la continuité avec la tradition héritée il y a près de cinquante ans. On peut dire que Lula est une sorte de *pharmakon*, comme l'a analysé Derrida dans un texte célèbre : il est **à la fois un remède** (sans lui, nous serions probablement encore sous l'égide bolsonariste) **et un poison**, en empêchant les réflexions et les initiatives réellement cohérentes avec l'analyse de la conjoncture. Après tout, dès 2018, mes camarades de l'organisation de l'époque – le collectif *Disparada*, aujourd'hui disparu – et moi-même affirmions que le camp démocratique-populaire avait subi une défaite stratégique, ce qui exigeait une réinvention radicale de nos idées, de nos méthodes et de nos organisations. Il fallait notamment reprendre deux tâches préliminaires : la formation de cadres communistes et le travail de masse dans les quartiers populaires. Il n'y a rien d'autre à faire que de **reprendre avec encore plus de vigueur ce bilan**, cette fois sans les illusions (que nous avions encore) de disputer l'orientation du PT « de l'extérieur », en essayant de l'influencer.

À cette fin, **toute croyance en de grandes victoires à court terme est néfaste** : ce qui est en jeu, c'est **une tâche générationnelle**, qui s'inscrit dans une perspective à long terme à partir de la reconstruction des fondements d'un nouveau communisme, que devront expérimenter des organisations d'un nouveau type. Il existe un consensus relatif, parmi les secteurs les plus critiques de la gauche, sur le fait que l'électoralisme est un grave vice responsable de la dégénérescence de toutes nos organisations, mais rares sont ceux qui en tirent les conséquences qui s'imposent, préférant le confort de la répétition des mêmes habitudes et schémas mentaux.

Sur ce chemin tortueux et pionnier, **trois points** méritent notre attention.

- Nous ne disposons aujourd'hui d'aucun paradigme politico-idéologique pour organiser notre politique de formation. Quel type de communisme ? Quelle stratégie ? Nous n'avons que l'héritage des classiques qui scandent l'histoire du marxisme, constituant la pierre angulaire de notre culture : Marx, Lénine et Mao. Cependant, **ces références ne constituent pas une synthèse** (à l'instar du « marxisme-léninisme-maoïsme » défendu par des organisations inspirées du maoïsme dogmatique issu de l'expérience péruvienne). Cette **absence de paradigmes** ne signifie pas pour autant un vide idéologique total : le travail théorique et politique de revitalisation du communisme mené par les *Longues Marches*, mais aussi par le *Subset of Theoretical Practice* (STP), lié à l'*Espace commun des organisations* (ECO), constitue **deux piliers fondamentaux** pour la formation des cadres communistes dont nous avons besoin.

  Dans les deux cas, on observe l'intégration des apports de la philosophie contemporaine (en particulier Alain Badiou), de l'histoire du mouvement révolutionnaire et marxiste (y compris l'importance des enquêtes et de la ligne de masse de Mao) et de la pensée scientifique. Au Brésil, cette **culture communiste** doit dépasser le style de marxisme hégémonique qui prévaut dans les universités, notamment à São Paulo : une théorie critique inspirée de la « dialectique négative » d'Adorno, ainsi que de diagnostics catastrophistes et mélancoliques (en particulier « L'effondrement de la modernisation » de Robert Kurz) sur notre époque. Pour **échapper au nihilisme**, il faut sortir de la simple protestation négative, de la critique (aussi radicale soit-elle) et des dénonciations.

  La familiarisation des jeunes militants avec une culture marxiste riche, alliée à un travail pratique au sein du peuple (en évitant l'apprentissage livresque), constitue le premier pas vers toute initiative prometteuse. Nous sommes déjà sur la bonne voie à cet égard, tant par le biais de cours de formation aux classiques que par un travail de terrain visant à créer des liens durables avec les habitants des banlieues de São Paulo.

- Une autre question épineuse se pose lorsque l'on commence à enquêter sur les banlieues : comment faire face aux structures de pouvoir et à l'idéologie qui dominent ces lieux ? Mener un travail

politique, dans pratiquement toutes les métropoles brésiliennes, exige de se confronter au crime organisé, aux églises évangéliques omniprésentes et aux appareils d'aide sociale organisés par les élus municipaux. Les exigences pratiques imposent une approche prudente et bien calibrée pour chacun de ces problèmes.

- Enfin, le nombre d'efforts réduits à néant par des intérêts personnels, des ambitions carriéristes et la « petite corruption » dont parlait Pier Paolo Pasolini met à l'ordre du jour la nécessité de **revenir à des questions proprement anthropologiques** – intérêts, passions, dispositions, éducation, culture – afin de **cultiver** au sein de notre militantisme **une *subjectivité désintéressée***. Il est inconcevable d'envisager la renaissance du communisme sans nous confronter à cette thématique épineuse : **comment créer une subjectivité communiste** sans effacer fanatiquement toute trace d'égoïsme humain ? Comment concilier les intérêts individuels avec la vision désintéressée et généreuse de l'humanité qui sous-tend les politiques justes et égalitaires ?

Ces défis nous apportent clarté et précision. Finies les pertes de temps à essuyer de la glace ou à se cogner la tête contre un mur : **former des cadres et mener un travail de masse** constituent la priorité numéro un – constamment reportée au nom de la prochaine élection – de notre génération.

●●●